

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERTRID**

Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars  
BP 10  
90140 Bourogne

Références : UID257090/SPR/JJP/ST 2023 - 1018A  
Code AIOT : 0005901990

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement SERTRID implanté Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars BP 10 90140 Bourogne. L'inspection a été annoncée le 28/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection dans le cadre du contexte national "sécheresse" et site consommateur d'eau au sens de :

- l'arrêté Ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

- l'arrêté Préfectoral du 19/06/2023 n°90-2023-06-19-00004 portant restriction provisoire des usages de l'eau niveau alerte

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERTRID
- Zone Industrielle de Bourogne-Morvillars BP 10 90140 Bourogne
- Code AIOT : 0005901990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SERTRID est autorisé, par arrêté préfectoral du 6 octobre 1999 modifié, à exploiter à Bourogne une usine d'incinération (UIOM) d'une capacité maximale de traitement de 85 000 tonnes/an (dont 70 000 tonnes d'ordures ménagères et 15 000 tonnes maximum de déchets non dangereux des activités économiques ).

Dans le cadre de l'application de la directive IED et la mise en œuvre des MTD liées au BREF concernant l'incinération des déchets, le SERTRID a déposé en préfecture son dossier de réexamen complété d'une demande de dérogation lié à l'adaptation concernant la VLE sur le paramètre NOx. Pour mémoire, le BREF Waste Incineration (BREF WI) est transposé en loi française par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets.

Les éléments transposés de la directive IED seront applicables au 3 décembre 2023.

Les installations se composent de deux lignes de four d'une capacité de 6,2 tonnes/heure chacune, soit une capacité maximale horaire de 12,4 tonnes.

La chaleur produite fait l'objet d'une valorisation énergétique par production d'électricité.

L'activité du site consiste donc à brûler les déchets dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques : composition variable, taux d'humidité relativement élevé et variable également. Le démarrage de l'installation nécessite un apport de combustible afin d'atteindre une température suffisante (850°C).

Par la suite, l'alimentation en déchets permet l'auto-combustion.

Statistiquement (niveau national) l'incinération permet une réduction de 70 % de la masse des déchets entrants et de 90 % du volume.

La combustion doit être menée dans des conditions optimales et est assortie d'un traitement performant des fumées.

Les résidus de l'incinération se répartissent en deux catégories : les mâchefers qui résultent de la combustion des déchets et les résidus du traitement des fumées.

Une fois la combustion lancée, elle produit de l'énergie.

La valorisation de l'énergie produite est réalisée aujourd'hui en énergie électrique par le biais d'un groupe turbo alternateur à condensation (vapeur 40 bars). Cette énergie est revendue.

Au niveau national depuis 1995, le parc d'usines d'incinération a fait l'objet d'une profonde mutation. Le nombre d'installations est passé de 300 unités, dont beaucoup de faible capacité, à 122 en 2020.

La composition du parc français est la suivante : 120 unités sont conçues pour récupérer l'énergie produite par la combustion des déchets et deux petites unités pour moins de 1% des déchets incinérés d'unités d'élimination (aucune récupération d'énergie).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- **Point sur le périmètre de l'installation de traitement thermique des déchets.**
- **Le contrôle du fonctionnement, des enregistrements et le suivi du site en rapport à la thématique eau dans le contexte national et local (AM et AP).**
  - **Un contrôle documentaire (non exhaustif) d'une partie des systèmes et moyens de protection incendie sur site.**
  - **Un focus sur la thématique rejet atmosphérique concernant les paramètres dioxines et furannes à l'émission et dans l'environnement proche du site.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».
- 

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Cette inspection axée sur le prélèvement des eaux et le contrôle de moyens de protection incendie n'a pas pour but de réaliser un contrôle exhaustif de conformité incendie.

Quelques points spécifiques (extincteurs, robinets d'incendie armés notamment) ont été visés concernant les certificats de conformités remis par les sociétés agréées à maintenir, contrôler et

remettre un certificat en bonne et due forme du référentiel inspecté.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 & 2	/	Sans objet
8	Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
9	Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/06/2023, Annexe 1	/	Sans objet
10	Schémas des circuits et réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 20.8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Zonages et activités de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 1.3	/	Sans objet
2	Zonages et activités de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 1.4	/	Sans objet
3	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 10	/	Sans objet
4	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 12	/	Sans objet
5	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.3	/	Sans objet
11	Effluents	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 22	/	Sans objet
12	Confinement des eaux d'extinctions d'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 24	/	Sans objet
13	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 30.4	/	Sans objet
14	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 30.11	/	Sans objet
15	Mâchefers	Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 32.3.1	/	Sans objet
16	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
17	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 35.8	/	Sans objet
18	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 35.10	/	Sans objet
19	DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 37	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la thématique ressource en eau en période de sécheresse notamment, un point détaillé a été réalisé au regard de la situation du site par rapport à :

- L'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
- L'arrêté préfectoral 90-2023-06-19-00004 portant restriction provisoire des usages de l'eau niveau alerte, pour le sous-bassin de l'Allan dans le département du Territoire de Belfort

Bien que le site ne soit pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement) de part son activité de traitement de déchets non dangereux, l'exploitant nous a présenté sa trame de suivi et d'enregistrement des consommations d'eaux liées à son activité.

Le suivi présenté permet d'avoir à chaque relevé des index une mise à jour des tableurs de suivi (relevé hebdomadaire manuel à l'aide d'une tablette connecté faisant suite à un investissement

courant 2023).

Néanmoins il est demandé à l'exploitant, une fois le futur investissement réalisé (qui devra permettre un relevé journalier automatisé des index des différents compteurs), de rapprocher les volumes d'eaux enregistrés des tonnages de déchets traités au niveau des deux fours. Ceci avec pour but de conduire l'installation suivant un objectif cible ou une plage de respect d'un ratio ( $\text{m}^3$  d'eau / T de déchet) permettant de suivre au plus près d'éventuel dérive de fonctionnement / consommation.

Concernant l'arrêté préfectoral "Allan" le site est exempté des mesures de réduction de part son activité liée à un impératif de salubrité publique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zonages et activités de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Organisation de l'usine d'incinération
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  > Usine d'incinération : Constituée d'un bâtiment entièrement clos abritant : <ul style="list-style-type: none"><li>► Une aire de déchargement des camions apportant les déchets,</li><li>► Une fosse de réception étanche offrant une capacité de stockage de 3 500 <math>\text{m}^3</math> pour les déchets,</li><li>► Un ensemble pont-roulant/grappin assurant l'alimentation en déchets des trémies de chargement des fours,</li><li>► deux lignes d'incinération constituées chacune :<ul style="list-style-type: none"><li>-&gt; d'un four à grille équipé d'un brûleur d'allumage et d'arrêt, alimenté par du fioul domestique, d'une puissance de 8 MW, d'une chambre de post combustion, d'un cendrier décendreur et d'un crible pour l'évacuation des mâchefers et ferrailles,</li><li>-&gt; d'un échangeur thermique ou « chaudière » alimentant un groupe turbo alternateur à condensation par l'intermédiaire de vapeur à une pression de 40 bars pour un débit de 20 t/h,</li><li>-&gt; d'un traitement non catalytique des oxydes d'azote par injection d'urée dans le four,</li><li>-&gt; d'un traitement semi-humide des acides, poussières, métaux lourds, dioxines et furannes constitué d'une tour de réaction et d'un filtre à manches. Du lait de chaux sera injecté en tête du réacteur pour neutraliser les polluants acides. Du coke de lignite sera injecté en amont du filtre à manches pour traiter les dioxines et furannes. Les poussières, métaux lourds et résidus de traitement seront piégés dans le filtre à manches.</li></ul></li><li>► Plate-forme couverte de maturation et de stockage des mâchefers : Une plate-forme couverte de maturation et de stockage des mâchefers de l'usine d'incinération ayant une surface d'environ 5 300 <math>\text{m}^2</math>. La phase de maturation active étant d'environ 3 mois, la capacité de stockage est d'environ 6 mois, permettant un tampon destiné à absorber les fluctuations de débouchés. Cette plate-forme sera séparée en 3 parties distinctes :<ul style="list-style-type: none"><li>-&gt; l'aire de maturation,</li><li>-&gt; l'aire de stockage des mâchefers classés valorisables,</li><li>-&gt; l'aire de stockage des mâchefers classés stockables.</li></ul></li></ul> <li>► Installations annexes : Stockage de combustible : une cuve enterrée, double paroi, de 20 <math>\text{m}^3</math> sera mise en place sur le site pour le stockage du fioul domestique. Une pompe de distribution de 5,6 <math>\text{m}^3/\text{h}</math> servira au remplissage du réservoir des engins et véhicules, à l'usage exclusif du centre de traitement.</li>
<b>Constats :</b>  L'exploitant de l'installation confirme l'organisation du site sans modification.

- Pour information, un projet de distribution d'énergie via un réseau de chaleur dédié est à l'étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Zonages et activités de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, capacités maximales de traitement autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>► 6,2 tonnes de déchets à l'heure par four, soit 12,4 t/h pour l'usine (pour un PCI moyen de 9 700 kJ/kg),</li> <li>► 15 000 tonnes par an pour les D.I.B.,</li> <li>► 70 000 tonnes par an pour les ordures ménagères ; cette quantité pourra être portée à 85 000 tonnes par an selon la quantité de D.I.B. à traiter, sous réserve que la somme des quantités "ordures ménagères + D.I.B." reste inférieure ou égale à 85 000 tonnes.</li> <li>► 4 500 tonnes par an pour les matières sèches de boues de stations d'épuration.</li> </ul> <p>La puissance thermique maximale autorisée pour l'usine est de 33,4 MW.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La capacité à l'heure des deux lignes est confirmé par le directeur général des services.</p> <p>Les tonnages traités sur site sont les suivants :</p> <p style="margin-left: 40px;">2019 (t/an) 66 586,70  2020 (t/an) 65 648,58  2021 (t/an) 70 848,76  2022 (t/an) 74 921,12</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Rapport d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport Trimestriel d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit chaque trimestre un rapport de synthèse sur l'activité des installations qu'il transmet à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des rapports 2022 et début 2023 ont été réalisés et transmis aux services de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Rapport d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, dossier d'information
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit le dossier défini à l'article 2 du décret 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets.  Ce dossier comprend :  a) une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ; b) l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ; c) les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions du code de l'environnement ; d) la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ; e) la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ; f) un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.  Ce dossier est mis à jour chaque année ; il en est adressé chaque année avant le 31 mars un exemplaire au préfet du département et au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'installation d'élimination des déchets est implantée ; il peut être librement consulté à la mairie de cette commune.
Constats :  Le dossier d'information complet a bien été transmis au service de la DREAL avant fin mars 2023.
Sommaire  I] Présentation de l'usine et du SERTRID ..... 3 II] Etude d'impact jointe à la demande d'autorisation – autres études d'impact ..... 8 III] Les arrêtés successifs d'autorisation d'exploiter de l'usine ..... 12 IV] Nature, quantité et provenance des déchets traités en 2021 ..... 12 V] quantité et composition mentionnées dans l'arrêté d'exploitation des gaz et matières rejetées dans l'air et dans l'eau ..... 13 VI] Incidents de fonctionnement survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation – description et cause ..... 14
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

#### N° 5 : Prélèvements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation et sources d'approvisionnements



**Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet**

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont alimentées à partir :

- du réseau urbain d'eau potable pour une consommation moyenne annuelle de 20 000 m<sup>3</sup>,
- de deux forages de prélèvement en eau de nappe pour un volume maximum annuel de 54 000 m<sup>3</sup>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau utilisés dans l'établissement.

L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations.

Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur un registre.

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont limités à 150 m<sup>3</sup> /j en eau de nappe avec deux ouvrages de prélèvement.

**Constats :**

Déclaration GEREP du site : (Eau Potable / Eau Souterraine) m<sup>3</sup> // cumul :

2019 : (29 377 / 38 184) m<sup>3</sup> // 67 561 m<sup>3</sup>  
2020 : (15 954 / 41 851) m<sup>3</sup> // 57 805 m<sup>3</sup>  
2021 : (16 958 / 38 979) m<sup>3</sup> // 55 937 m<sup>3</sup>  
2022 : (16 385 / 34 030) m<sup>3</sup> // 50 415 m<sup>3</sup>  
2023 : (8 723 / 31 444) m<sup>3</sup> // 40 167 m<sup>3</sup>

Depuis 2020 les valeurs maximum de consommation en eau sont respectées sur site.

Faisant suite à l'inspection de 2022 et étant dans l'incapacité technique de réaliser un relevé hebdomadaire des compteurs d'eau, l'exploitant a investi financièrement dans un système semi automatique de relevé des index de l'ensemble des compteurs d'eau sur site.

A savoir :

- Eau de puits
- Eau industriel livré par la CAB
- Eau de ville

Le système installé nécessite une ronde hebdomadaire équipée d'une tablette connectée qui permet un relevé automatique de l'index de chaque compteur.

Cet index étant automatiquement incrémenté dans un tableur de suivi via un logiciel dédié à l'enregistrement du prélèvement des eaux.

De plus, l'exploitant nous fait savoir que d'ici la fin de l'année il installera un système automatique de relevé ne nécessitant plus la ronde hebdomadaire avec la tablette connectée.

Ceci permettra un suivi journalier en temps réel des consommations d'eau du site.

L'inspection des installations classées prend note du ratio calculé par l'exploitant dans le cadre de sa certification ISO 14 001 (nombre de litre d'eau consommé par tonne de déchet valorisé).

L'exploitant étudiera la possibilité de calculer ce ratio journalièrement pour réaliser un affichage sur les pages de superviseur de conduite de l'installation comportant les systèmes du process identifiés comme consommateur d'eau (ratio par type de provenance des eaux : total des eaux souterraines + eau industrielle de la CAB, eaux potables).

<p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la date de mise en œuvre du relevé automatique des compteurs (eau de ville, eau de puits, eau industrielle livré par la CAB).</li> <li>- Il sera vigilant lors de sa déclaration annuelle GEREPE pour dissocier les approvisionnement en eau du site et ne pas déclaré seul un cumul.</li> <li>- L'exploitant précisera également les volumes de consommation d'eau potable et leur utilisation sur site (ratio par type d'utilisation, par personnel présent, etc)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Prélèvements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 19.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Alimentation en eau potable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'il est envisagé d'utiliser l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnexion isolant totalement les deux réseaux.</p> <p>Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnexion peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'eau potable utilisée pour alimenter les différents réseaux ou circuit industriel du site (pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont) est distribuée par le biais d'un réservoir de coupure isolant totalement le réseau d'eau potable des divers réseaux internes au site.</p> <p>L'alimentation en eau de cette réserve est réalisée par surverse totale pour l'ensemble des circuits d'alimentation (eau de puits, eau industrielle de la CAB, eau potable).</p> <p>Les réseaux sont installés de telle sorte qu'il y a rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.</p> <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant transmettra pour l'ensemble des points d'alimentation en eau potable du site le type de disconnecteur installé, l'adéquation entre le type de disconnecteur et le niveau de protection à assurer, le dernier rapport de contrôle / maintenance annuel de chaque disconnecteur réalisé par un organisme compétent.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 & 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des actions nationales et locales en période estivale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Art. 1<sup>er</sup> . – I. – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

II. – Au sens du présent arrêté, :

- prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines) ;
- consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau.

- eaux de processus recyclées.
- eaux issues des matières premières.
- eaux réutilisées.
- eaux usées.

...

Art. 4. – I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1 o La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2 o Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3 o Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4 o Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5 o Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6 o La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

II. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2 o , 3 o , 4 o et 5 o au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1 o et 6 o au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1<sup>er</sup> .

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées. .

**Constats :**

Prélèvement du site > 10 000 m<sup>3</sup> / an.

L'exploitant dit avoir connaissance de l'existence des textes locaux et nationaux en vigueur s'appliquant en période de sécheresse.

Il nous a présenté à ce titre la procédure interne site « sécheresse ».

Cette dernière nécessite une mise à jour notamment au vue de la dénomination des seuils d'alerte repris qui ne correspondent pas au standard national (Vigilance, alerte, alerte renforcée, crise).

Pour ce faire l'inspection des installations classées informe l'exploitant de l'existence du site internet PROPLUVIA lui permettant d'accéder en temps réel au texte et seuil de niveau d'alerte applicable.

Au sens de l'arrêté, l'inspection des installations classées préconise à l'exploitant de comptabiliser les eaux re-circulant dans son installation par le biais notamment du « circuit de réutilisation eau industrielle usée » (préparation lait de chaux, ...) pour l'intégrer à sa comptabilité et enregistrement des prélèvements en eaux.

- prélèvement d'eau,
- consommation d'eau,
- eaux de processus recyclées,

---

- L'exploitant transmettra sous un délais d'un mois la procédure mise à jour.

- Selon l'article 2, l'activité exploitée sur site n'est pas soumise à ces dispositions (... , collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux, ...), néanmoins au vue de la tension sur la ressource en eau et de l'article 4, il est demandé à l'exploitant (excepté le pourcentage de réduction de prélèvement) de :

- transmettre son fichier d'enregistrement mis à jour prenant en compte les comparatifs suivant le détail de l'arrêté ministériel (prélèvement d'eau moyen journalier, consommation, volume de référence selon la provenance).

- intégrer les eaux recyclées de son process

\* de tenir à disposition de l'inspection les éléments indiqués à l'alinéa 1° et 6° (de l'article 4)

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des actions nationales et locales en période estivale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 4. – I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :  1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;  2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;  + l'alinéa 6° (investissement/équipements depuis 2018)
<b>Constats :</b>  Le suivi actuel ne comprend pas l'ensemble des informations détaillées au 1° de l'art 4. L'enregistrement hebdomadaire et en cours de déploiement.  _____  - L'exploitant transmettra avant fin 2023 les justificatifs de réalisation et de mise en œuvre du suivi des volumes qui seront renseignés hebdomadairement une fois la mise en place du système d'antenne permettant le relevé automatique de l'ensemble des compteurs.  - Les ratios devront être calculés en totalisant les volumes suivant la provenance des eaux associés à chaque milieu de prélèvement (eaux souterraines, eau de ville, eau industriel de la CAB).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Restrictions sur le prélèvement et la consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2023, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, portant restriction provisoire des usages de l'eau niveau alerte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté 90-2023-06-19-00004 Activités industrielles (dont ICPE) commerciales et artisanales dont la consommation est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> / an  Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau). Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent.  Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leur procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau.  Les restrictions ci-dessous ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.  Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.  Réduction des prélèvement et/ou des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire
<b>Constats :</b>  <b>Le site est exempté des mesures de réduction de part son activité liée à un impératif de salubrité publique.</b>  Consommation d'eau du site > 7 000 m <sup>3</sup> /an.  Il est demandé à l'exploitant de prendre connaissance des bonnes pratiques définies dans l'arrêté préfectoral n°90-2023-06-19-00004. Le registre hebdomadaire sera établi et suivi par l'exploitant une fois son relevé automatique mis en œuvre et fonctionnel.  _____  - L'exploitant transmettra la trame d'enregistrement prévue une fois l'automatisation du relevé fonctionnel sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Schémas des circuits et réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 20.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans et schémas
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour les schémas de circulation des eaux pluviales, des eaux d'alimentation et des eaux industrielles comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>→ les dispositifs de protection de l'alimentation,</li> <li>→ les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),</li> <li>→ les réseaux de collecte des eaux pluviales et industrielles,</li> <li>→ les moyens de stockage ou de traitement,</li> <li>→ Les points de rejet dans le milieu naturel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les plans transmis ne reprennent pas l'ensemble des éléments détaillés dans l'article 20.8.</p> <p>_____</p> <p>- L'exploitant transmettra des plans mis à jour selon le détail de l'article 20.8.</p> <p>- Ils devront permettre d'apprécier les altimétries des différents points et réseaux pour assurer à la lecture la compréhension du sens d'écoulement des eaux selon leurs provenances, ainsi que les volumes de réserve, points de rejets, etc.</p> <p>Si nécessaire l'ensemble sera détaillé à l'aide des pages de supervision (eaux de puits, eaux potables, eau industriel, eaux recyclées) permettant la gestion des eaux sur site.</p> <p>NOTA : dans le cadre de la maîtrise de ces ouvrages il est conseillé à l'exploitant de récupérer les fonds de plan informatique modifiable de l'ensemble du site (mise à jour des réseaux, projets extension, etc)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, QUALITE DES EFFLUENTS REJETES
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des rejets du site intervenant dans le milieu naturel doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ PH : compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>→ Température : &lt; 28°C</li> <li>→ Hydrocarbures : &lt; 10 mg/L</li> <li>→ Matières en suspension : &lt; 30 mg/L</li> <li>→ DCO : &lt; 35 mg/L</li> <li>→ Métaux lourds : &lt; 5 mg/L</li> </ul> <p>Une analyse des concentrations portant sur ces paramètres est réalisée annuellement au niveau des différents points de rejet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise deux analyses semestrielles concernant les paramètres détaillés</p> <p>_____</p> <p>- Les résultats de ces analyses n'ayant pas été visés durant cette inspection, l'exploitant fournira à l'inspection des installations classées les deux derniers rapports d'analyses concernant les différents points de rejets du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 12 : Confinement des eaux d'extinctions d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle du confinement des eaux d'extinctions du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu d'un bassin de confinement apte à canaliser et à contenir les écoulements d'eaux d'incendie susceptibles d'être pollués. Ce bassin sera équipé sur son point de rejet :  → soit d'une pompe de relevage à commande manuelle pour l'évacuation des eaux de pluie, → soit d'une vanne facilement et rapidement obturable ou d'un système équivalent.  Son volume libre est d'au moins 600 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  Bassin souterrain de 1 700 m <sup>3</sup> qui récupère l'ensemble des eaux du site. Le niveau d'eau est géré automatiquement par une sonde radar actionnant le pompage et donc la mise en vidange par surverse du bassin (l'exploitant confirme qu'une vidange gravitaire du bassin est impossible dès l'instant que le niveau de surverse n'est pas atteint).  La gestion du niveau est couplée à une mesure de pH en continu (selon une plage 5,5 – 8,5). Cette mesure est reportée en permanence en salle de commande sur les superviseurs de conduite de l'installation.  => La double condition niveau haut et valeur de pH dans la plage autorise la mise en vidange du bassin. En supplément une analyse d'eau est réalisée de manière semestrielle sur les eaux du bassin.  En cas d'aléas sur site, une action humaine est nécessaire pour stopper le fonctionnement des pompes.  L'exploitant fait savoir à l'inspection des installations classées qu'une vidange complète couplée à une opération de nettoyage est prévue avant la fin de cette année  _____  - L'exploitant confirmera à l'inspection sur la base des plans à jour et des niveaux gérés dans le bassin du volume d'eau mini et du volume libre en permanence dans le bassin.  - L'exploitant fournira les bons de travaux réalisés lors de l'opération de vidange et nettoyage du bassin y compris la gestion des eaux potentiellement chargées, boues, etc.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 30.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, d) Dioxines et furannes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Paramètre Valeur Flux en g/h  Dioxines et furannes 0,1 ng/m<sup>3</sup> 4x10<sup>-6</sup></p> <p>La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.  La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Trois campagnes de mesure en semi-continu des dioxines et furanes ont été réalisées début 2023 ((ng I-TEQ OTAN/m<sup>3</sup> sec) corrigé à O2 réf) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CKL23/AO59/PR01 (10/01 au 08/02/2023)L1 : 0,0204 ngL2 : 0,0191 ng</li> <li>- CKL23/AO59/PR02 (08/02 au 07/03/2023)L1 : 0,0829 ngL2 : 0,1472 ng (51,8 % de taux de disponibilité du préleveur pendant la période)</li> <li>- CKL23/AO59/PR03 (07/03 au 03/04/2023)L1 : 0,0282 ngL2 : 0,0214 ng</li> </ul> <p>→ <b>Ligne 1</b> : Les valeurs mesurées sont conformes à la valeur maximale autorisée de 0,1 ng/Nm<sup>3</sup> à 11% d'O2 (en I-TEQ) .</p> <p>→ <b>Ligne 2</b> : Les valeurs mesurées sont conformes à la valeur maximal autorisée de 0,1 ng/Nm<sup>3</sup> à 11% d'O2 (en I-TEQ) pour les périodes du 10 janvier au 08 février et du 07 mars au 08 avril 2023.  A la réception du rapport relatif à la période du 08 février et 07 mars, le SERTRID a fait réaliser une analyse par la société LECES.  Les résultats étaient conformes à la valeur maximal autorisée.</p> <p>_____</p> <p>- Dans le cadre du suivi de l'impact environnemental, des prélèvements de lait et analyses des dioxines et furanes seront effectuées dans deux exploitations voisines de l'usine d'incinération au cours du prochain trimestre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2004, article 30.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit déterminer et mettre en place à ses frais un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement, concernant au minimum les dioxines/furannes ...  En ce qui concerne les dioxines et les furannes, cette surveillance est mise en place dès la notification du présent arrêté. Elle consiste en deux analyses annuelles (mi-avril et fin septembre) du lait issu d'exploitations de FROIDEFONTAINE et de MEZIRE.  Les exploitations retenues sont celles figurant dans l'état initial du dossier de demande d'autorisation.  "..."
<b>Constats :</b>  La GAEC FLOTAT ayant cessé son activité au cours du mois de février 2022, le SERTRID a recherché une autre exploitation pour réaliser cette analyse.  Par courrier en date du 28 septembre 2022, l'exploitant a communiqué au préfet l'information de changement d'exploitation agricole concernant le suivi environnemental des émissions à l'atmosphère de son unité (paramètre dioxines et furanes).  Cette modification fait suite au départ en retraite de l'exploitant jusqu'alors suivi.  L'inspection des installations classées, par courrier en date du 04 juillet 2023 confirme le suivi réalisé chez ce nouvel exploitant en précisant les modalités de réalisation.  Valeur mesurée en 2022 : 0,34 et 0,23 pg / g de matière grasse pour une norme à 3 pg / g de matière grasse  _____  - Des prélèvements de lait et analyses des dioxines et furanes seront effectuées dans les exploitations voisines de l'usine d'incinération au cours du prochain trimestre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Mâchefers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 32.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des mâchefers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mâchefers sont intégralement récupérés en fin de combustion et sont immédiatement refroidis.

Ils sont criblés et déferpillés avant d'être stockés sur l'aire de maturation prévue à cet effet et aménagée conformément aux dispositions de l'article 42.

**Constats :**

Concernant la gestion des mâchefers :

Conformément à l'arrêté préfectoral, les mâchefers extraits en partie basse du foyer sont éteints en sortie de chaudière puis transportés vers le auvent couvert via un convoyeur à bande transporteuse capotée.

Ces derniers sont effectivement traités et déferpillés dans le flux (ferreux et non ferreux) avant d'être repris puis mis en stock sous le auvent.

Ceci dans l'attente de la caractérisation du lot pour ensuite réaliser la maturation ou dans la quasi totalité des cas la valorisation en technique routière.

Les mâchefers de janvier, février et mars 2023 respectent les critères de type 1 pour le recyclage en technique routière de l'arrêté du 18/11/2011 d'après les rapports d'analyses APAVE.

• 2019 :

déchets de déferillage des mâchefers

19 01 02 : 1 343,55 T

mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11

19 01 12 : 13 877,58 T

• 2020 :

déchets de déferillage des mâchefers

19 01 02 : 1 187,9 T

mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11

19 01 12 : 9 901,08 T

• 2021

déchets de déferillage des mâchefers

19 01 02 : 1 444,74 T

mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11

19 01 12 : 18 902,4 T

• 2022 :

déchets de déferillage des mâchefers 19 01 02 :

1 456,42 T

mâchefers autres que ceux visés à la rubrique 19 01 11

19 01 12 : 11 503,67 T

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 16 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  Sur site, track déchet est géré et renseigné par une personne référente. Au vue des quantités de déchets gérées par le site, l'exploitant a commandé à son prestataire de service l'installation d'un logiciel de suivi qui permettra alors d'intégrer les pesages du pont bascule directement dans l'application track déchet. => Délai septembre 2023  _____  - L'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées la date effective de fonctionnement de cet enregistrement en transmettant les justificatifs nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 35.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriquesContrôle électrique Q18 – Q19
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Vérification annuelle et semestrielle  Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art (matériel normalisé et installé conformément aux normes applicables par des personnes compétentes).  Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le Chef d'établissement. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle par thermographie infrarouge a été réalisé en date du 23 février 2023 (précédent contrôle en date du 17 novembre 2022). Il a été réalisé par une entreprise certifiée par le CNPP.  → Le rapport ne faisant apparaître aucune anomalie.  Le dernier compte rendu de vérification périodique des installations électriques a été réalisé par une entreprise compétente en date du 28 février 2023 (précédent contrôle en date du 25/11/2022).  → Le rapport établi et libre de toute observation sans aucune non conformité.  A noter la qualité du suivi et l'absence de réserves concernant ces contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2004, article 35.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre les effets de la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations doivent être protégées contre la foudre et ses effets conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait réalisé :  → l'analyse du risque foudre (en date du 04 mars 2010)  suivi de  → l'étude technique foudre (en date du 14 novembre 2011).  _____  - L'exploitant transmettra le PV de fin de travaux avant exploitation concernant la mise en conformité des dispositifs de protection détaillées dans l'étude technique foudre.  - Il joindra à sa réponse le fichier de suivi des relevés des compteurs foudres ainsi que les vérifications liées à la vie de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2004, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens à assurer par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs de lutte contre l'incendie, propres à rétablissement, seront constitués (notamment mais pas exclusivement) :</p> <p>→ des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel,</p> <p>→extincteurs, en nombre suffisant, judicieusement répartis et appropriés aux risques présentés par les installations. Ils seront placés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>"..."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle documentaire de ce point concerne deux thématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les extincteurs</li> <li>- Les robinets d'incendie armés</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le parc extincteurs fait l'objet d'un contrat de suivi annuel par une entreprise certifiée APSAD en date du 28 avril 2023 (contrôle précédent le 17 février 2022).  L'ensemble du parc extincteur sur site a fait l'objet d'une déclaration de conformité N4 n°924139-1470492 qui se traduit par une installation conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 par un mainteneur agréé et certifié par le CNPP (numéro de licence 245/04/04-285).</li> <li>• Le parc Robinets d'incendie armés fait l'objet d'un contrat de suivi annuel par une entreprise certifiée APSAD en date du 30 mai 2023 (contrôle précédent le 05 octobre 2022).  L'ensemble du parc RIA sur site a fait l'objet d'une déclaration de conformité N5 n°06.054 qui se traduit par une installation conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R5 par un mainteneur agréé et certifié par le CNPP (numéro de licence 005/02/J5.F5).</li> </ul> <p>_____</p> <p>Concernant les Robinets d'incendie armés, l'exploitant fournira dès réalisation, les bons de travaux confirmant la levée des réserves décrites au paragraphe des points de non-conformité en rapport au référentiel d'installation (Non conformité pour lesquels le mainteneur devrait normalement rappeler, le cas échéant, la date à laquelle ils ont été signalés la première fois).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet